



## — Agence régionale de santé d'Alsace

— Protection des ressources, cadre législatif,  
notions d'hydrogéologie, l'hydrogéologue agréé,  
contraintes de l'arrêté post Enquête Publique, Mise en  
compatibilité des documents d'urbanisme

# — L'ARS, un établissement public administratif régional

— L'ARS est un établissement public à caractère administratif. Elle dispose de l'autonomie financière.

— L'agence est régionale mais présente sur 2 sites :

**- Strasbourg**

Cité administrative Gaujot, 14 rue du Maréchal Juin  
67 084 Strasbourg cedex

**- Colmar**

45 rue de la Fecht  
68 000 Colmar

**Elle réunit 260 agents : 209 à Strasbourg et 51 à Colmar**

# — L'ARS : une organisation transversale

**L'ARS comporte :**

## — Trois directions métiers

- Direction de la stratégie, de la qualité et de la performance
- Direction de la protection et de la promotion de la santé
- Direction de l'offre de soins et de l'offre médico- sociale

## — Un secrétariat général

## — Une agence comptable

## — Les 7 missions de l'ARS

- Planifier l'offre de santé pour répondre aux besoins de la population
- Organiser et réguler l'offre de santé
- Protéger la population contre les risques pour sa santé
- Promouvoir l'amélioration de la santé et prévenir le recours aux soins
- Améliorer la qualité et la performance du système de santé
- Favoriser les échanges et la démocratie sanitaire
- Animer la politique de santé dans les territoires

Pour en savoir plus : rapport d'activité annuel de l'ARS

## — Autorisation d'un captage d'eau potable : plusieurs procédures, un acte unique

- L'exploitation d'un captage en vue de la consommation humaine est soumise à plusieurs autorisations préfectorales. Dans un souci de simplification des procédures, **l'ensemble de ces autorisations (énumérées ci-dessous) peut être délivré par un acte unique : un arrêté préfectoral**

## — Autorisation d'un captage d'eau potable : plusieurs procédures, un acte unique

- L'article L. 215-13 du code de l'environnement dispose que la dérivation des eaux (cours d'eau non domanial, source ou eaux souterraines) entreprise dans un but **d'intérêt général** doit être autorisée par un acte déclarant d'utilité publique les travaux.
- collectivités publiques, les associations syndicales, les établissements publics ou leur concessionnaire pour un prélèvement **d'intérêt général** (donc par opposition à un intérêt particulier).

# — Autorisation d'un captage d'eau potable : plusieurs procédures, un acte unique

- il n'existe aucun critère clairement offert au juge pour vérifier si l'intérêt général existe et le juge est conduit à « susciter lui-même le critère d'intérêt général
- l'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments , sont définis d'intérêt général :
  - établissements de santé et établissements, sociaux et médicaux-sociaux, d'hébergement de personnes âgées,
  - écoles maternelles et élémentaires et crèches,
  - notion de débit exclue

# — Autorisation d'un captage d'eau potable : plusieurs procédures, un acte unique

- L'article L. 1321-2 du code de la santé publique définit, dans le cadre de la déclaration d'utilité publique, des périmètres de protection autour de ces captages afin d'assurer la protection de la qualité des eaux : immédiate, rapprochée, éloignée.
- L'utilisation d'eau captée en vue de la consommation humaine est soumise à autorisation préfectorale en application des articles L1321-7 et suivants du code de la santé publique.



## — Autorisation d'un captage d'eau potable : plusieurs procédures, un acte unique

- Le prélèvement de l'eau dans le milieu naturel est réglementé par le code de l'environnement (articles L. 214-1 et suivants) qui définit deux régimes (déclaration ou autorisation), en fonction du volume prélevé et donc de l'incidence potentielle sur la ressource en eau et les écosystèmes aquatiques.

## — Autorisation d'un captage d'eau potable : plusieurs procédures, un acte unique

- étude d'impact art. L 122-1 du code de l'environnement
- les articles R. 122-3 et suivants du code de l'environnement définissent les catégories d'ouvrages pour lesquels une étude ou une notice d'impact doit être élaborée et fournie pour avis à l'autorité environnementale.
- étude d'impact art. L 122-1 du code de l'environnement
- *Etude : 14° Dispositifs de captage ou de recharge artificielle des eaux souterraines. a) Prélèvements permanents issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion des nappes d'accompagnement de cours d'eau, dans sa nappe, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé soumis à autorisation au titre de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.*

## — Autorisation d'un captage d'eau potable : plusieurs procédures, un acte unique

- *Etude : Canalisations dont le produit du diamètre extérieur avant revêtement par la longueur est supérieur ou égal à 2 000 mètres carrés, ou dont la longueur est égale ou supérieure à 5 kilomètres.*
- *Cas par cas : Canalisations dont le produit du diamètre extérieur avant revêtement par la longueur est supérieur ou égal à 500 mètres carrés ou dont la longueur est égale ou supérieure à 2 kilomètres.*

## — Autorisation d'un captage d'eau potable : plusieurs procédures, un acte unique

- L'article L130-1 du code de l'urbanisme peut empêcher la prise de l'arrêté préfectoral.
- « Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. »
- Article L130-1
- Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements.

# — Autorisation d'un captage d'eau potable : plusieurs procédures, un acte unique

L'article L130-1 du code de l'urbanisme peut empêcher la prise de l'arrêté préfectoral.

- mise en compatibilité du P.O.S. (ou du P.L.U.) avec le projet de délimitation des périmètres de protection des sources et/ou des forages d'eau potable.
- Compte tenu de l'incompatibilité du POS avec le projet, la déclaration d'utilité publique s'y rapportant interviendra selon les dispositions des articles L.123-14 et L.123-14-2 du code de l'urbanisme.

## — Autorisation d'un captage d'eau potable : plusieurs procédures, un acte unique

L'article L130-1 du code de l'urbanisme peut empêcher la prise de l'arrêté préfectoral.

- Article L.123-14 :
- Lorsque la réalisation d'un projet public ou privé de travaux, de construction ou d'opération d'aménagement, présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général, nécessite une mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme, ce projet peut faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet.
- Dans ce cas, l'enquête publique porte à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

# — Autorisation d'un captage d'eau potable : plusieurs procédures, un acte unique

L'article L130-1 du code de l'urbanisme peut empêcher la prise de l'arrêté préfectoral.

- La déclaration d'utilité publique ou la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir qu'au terme de la procédure prévue par l'article L.123-14-2.

## — Autorisation d'un captage d'eau potable : plusieurs procédures, un acte unique

L'article L130-1 du code de l'urbanisme peut empêcher la prise de l'arrêté préfectoral.

- Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan font l'objet d'un **examen conjoint de l'État**, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L.123-6, de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées au premier alinéa du I et au III de l'article L.121-4.
- Lorsque la mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal est nécessaire pour permettre la réalisation d'un projet, **le maire de la ou des communes intéressées par ce projet est invité à participer à cet examen conjoint.**
- **Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique** réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.



## — Autorisation d'un captage d'eau potable : plusieurs procédures, un acte unique

- Enquête parcellaire pour le PPI seul soumis à expropriation éventuelle
- Article L1321-2 Code de la Santé Publique
- En vue d'assurer la protection de la qualité des eaux, l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ... détermine autour du point de prélèvement un périmètre de protection immédiate dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété.
- Lorsque des terrains situés dans un périmètre de protection immédiate appartiennent à une collectivité publique, il peut être dérogé à l'obligation d'acquérir les terrains visée au premier alinéa par l'établissement d'une convention de gestion entre la ou les collectivités publiques propriétaires et l'établissement public de coopération intercommunale ou la collectivité publique responsable du captage.

## — Autorisation d'un captage d'eau potable : plusieurs procédures, un acte unique

- Résumé : plusieurs enquêtes publiques conjointes pour un même captage, à savoir :
  - 1- l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection et de dérivation des eaux, et selon les cas, en sus :
  - 2- l'enquête parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par le périmètre de protection immédiate,
  - 3- l'enquête publique sur le projet d'autorisation de prélever l'eau au titre de l'article R. 214-1 du code de l'environnement (rubrique 1.1.2.0 de la nomenclature), (si soumis à autorisation Q 200 000 m<sup>3</sup>/an)

## — Autorisation d'un captage d'eau potable : plusieurs procédures, un acte unique

- 4- l'enquête publique pour mise en compatibilité préalable des documents d'urbanisme (au titre de l'article L130-1 du code de l'urbanisme).
- 5- l'enquête publique pour étude d'impact
- La première de ces enquêtes est applicable obligatoirement à chaque captage ; les autres enquêtes s'y ajoutent en fonction de chaque cas particulier.

A detailed geological map of a region, likely in France, showing various geological formations in shades of blue, red, yellow, and green. The map is overlaid with a grid and the title 'NOTIONS D'HYDROGEOLOGIE' in large, bold, blue letters with a black outline.

# NOTIONS D'HYDROGEOLOGIE

## — La perméabilité des sols

**PERMEABILITE = propriété d'un terrain à se laisser traverser par l'eau**

**Les formations géologiques sont principalement à l'origine de deux types de réservoir d'eau souterraine :**

- Les aquifères à perméabilité d'interstices**
- Les aquifères à perméabilité de fissures**

## — Classement des roches d'après leur perméabilité

Loi de Darcy:

$$Q = K \cdot S$$

Débit en m<sup>3</sup>/s

Coefficient de  
perméabilité en m/s

Surface en m<sup>2</sup>

**10<sup>-2</sup>**

**10<sup>-5</sup>**

**10<sup>-9</sup>**

**10<sup>-13</sup>**

**Graviers  
Gravillons  
dépourvus  
d'éléments fins**

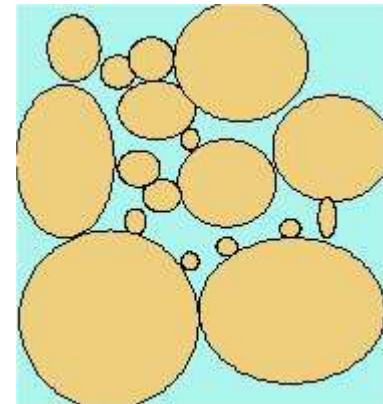
**Sables purs  
Sables et graviers  
dépourvus  
d'éléments fins**

**Sables très fins  
Silts et mélanges  
sables et argiles  
Grès**

**Argiles  
homogènes**

## — Perméabilité d 'interstices (ou en petit)

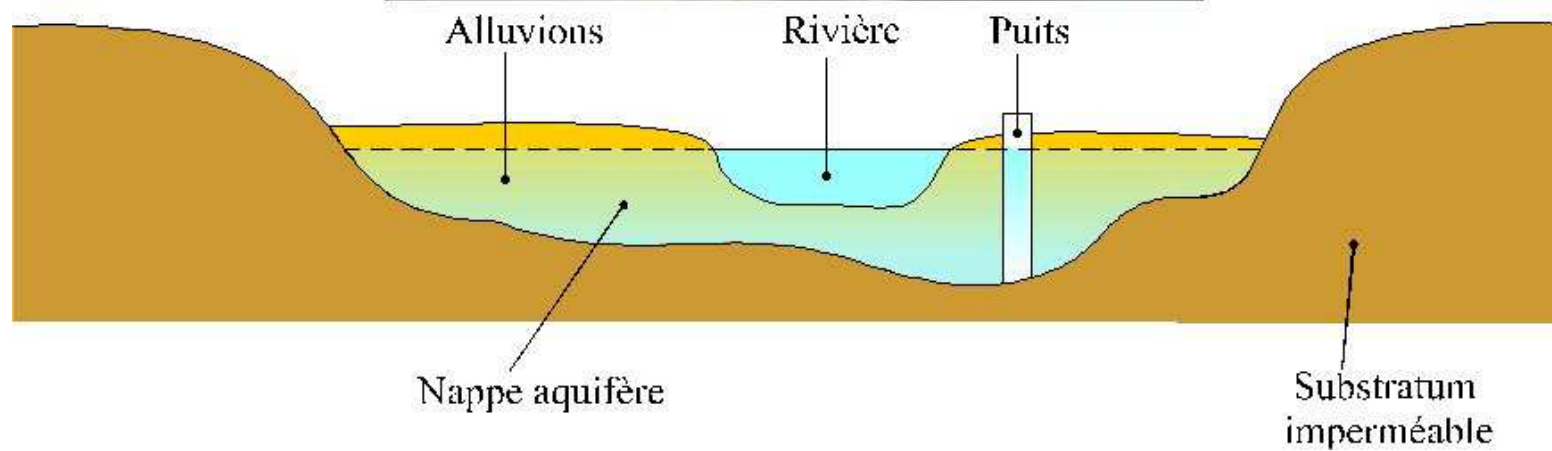
- ❖ Ex: sable, graviers, alluvions
- ❖ Vitesse d 'écoulement lente (en m/j)
- ❖ Réservoir: la nappe libre ou captive
- ❖ Mode d 'exploitation: le puits
- ❖ Pouvoir filtrant
- ❖ Ex: les nappes d'accompagnement des cours d'eau, des nappes du bassin parisien ou du bassin rhénan,





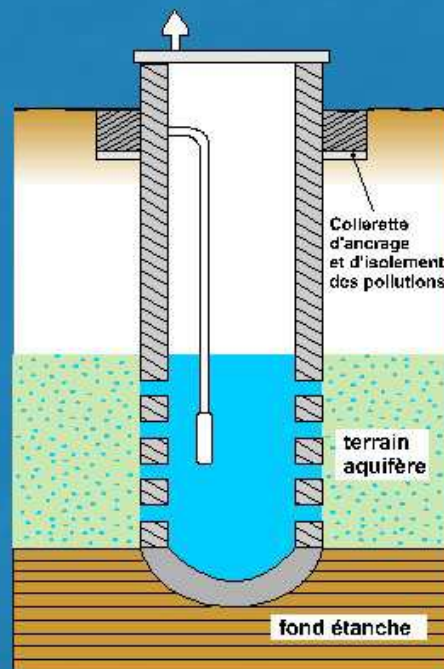
## SCHÉMA D'AQUIFERE ALLUVIAL

(nappe d'interstices)





# Le puits

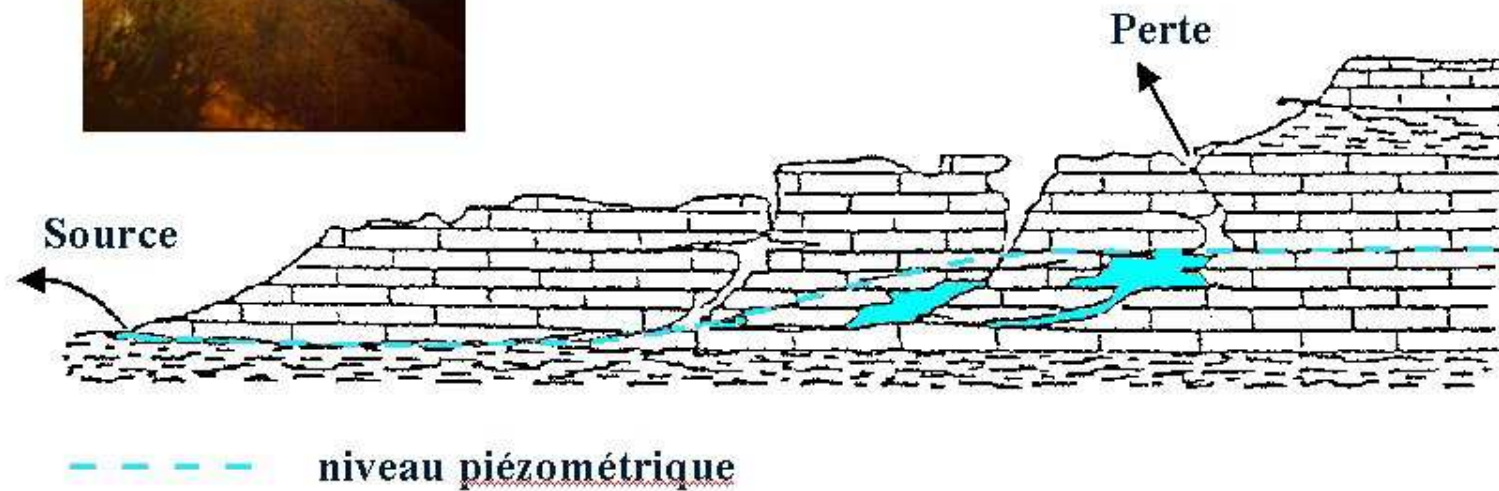


# Perméabilité de fissures (ou en grand)

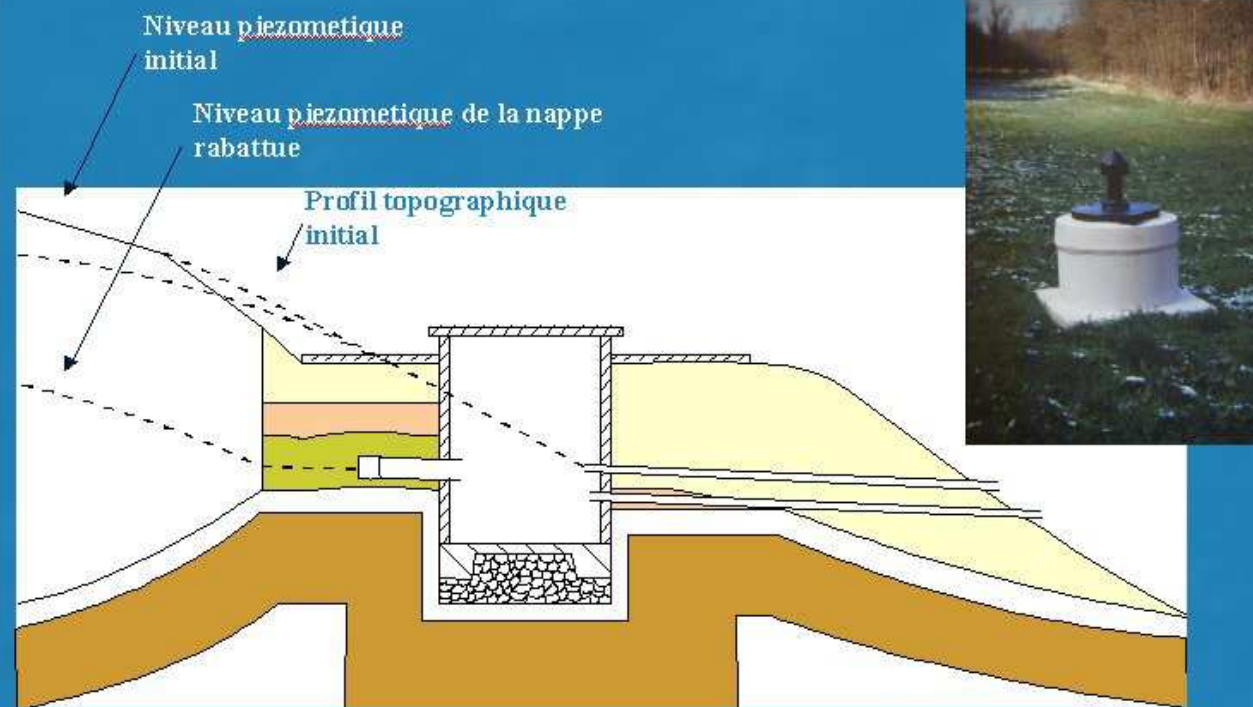
- ❖ Ex: calcaire; roches volcaniques
- ❖ Vitesse d'écoulement très rapide
- ❖ Réservoir: le gîte aquifère
- ❖ Mode d'exploitation: la source
- ❖ Pas de pouvoir filtrant
- ❖ Ex: le Jura; le Vercors



# SCHÉMA D'AQUIFERE KARSTIQUE (nappe de fissures)

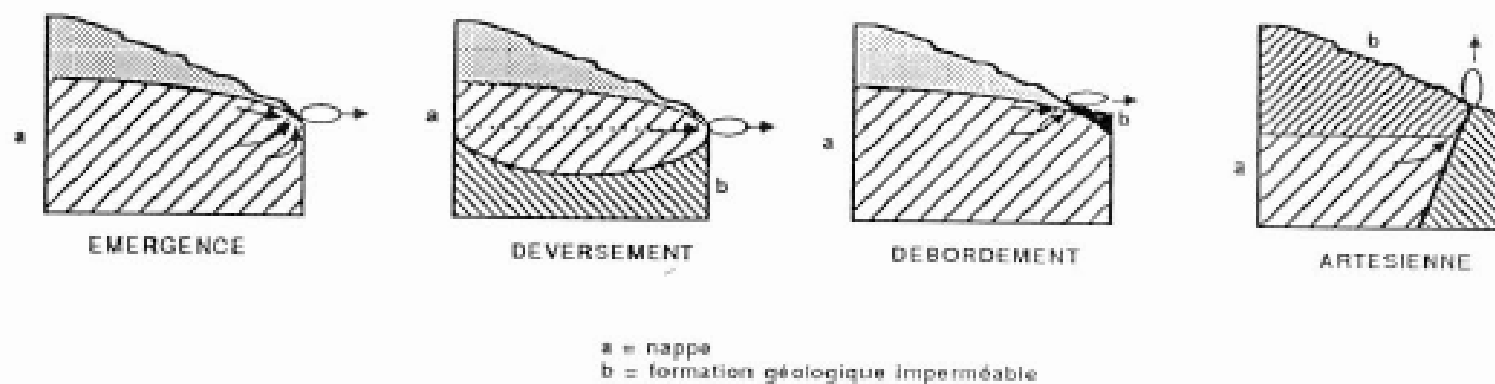


# Les gîtes aquifères - la source



## LES DIFFERENTS TYPES DE SOURCES

(D'après J. Bodelle & J. Margat)



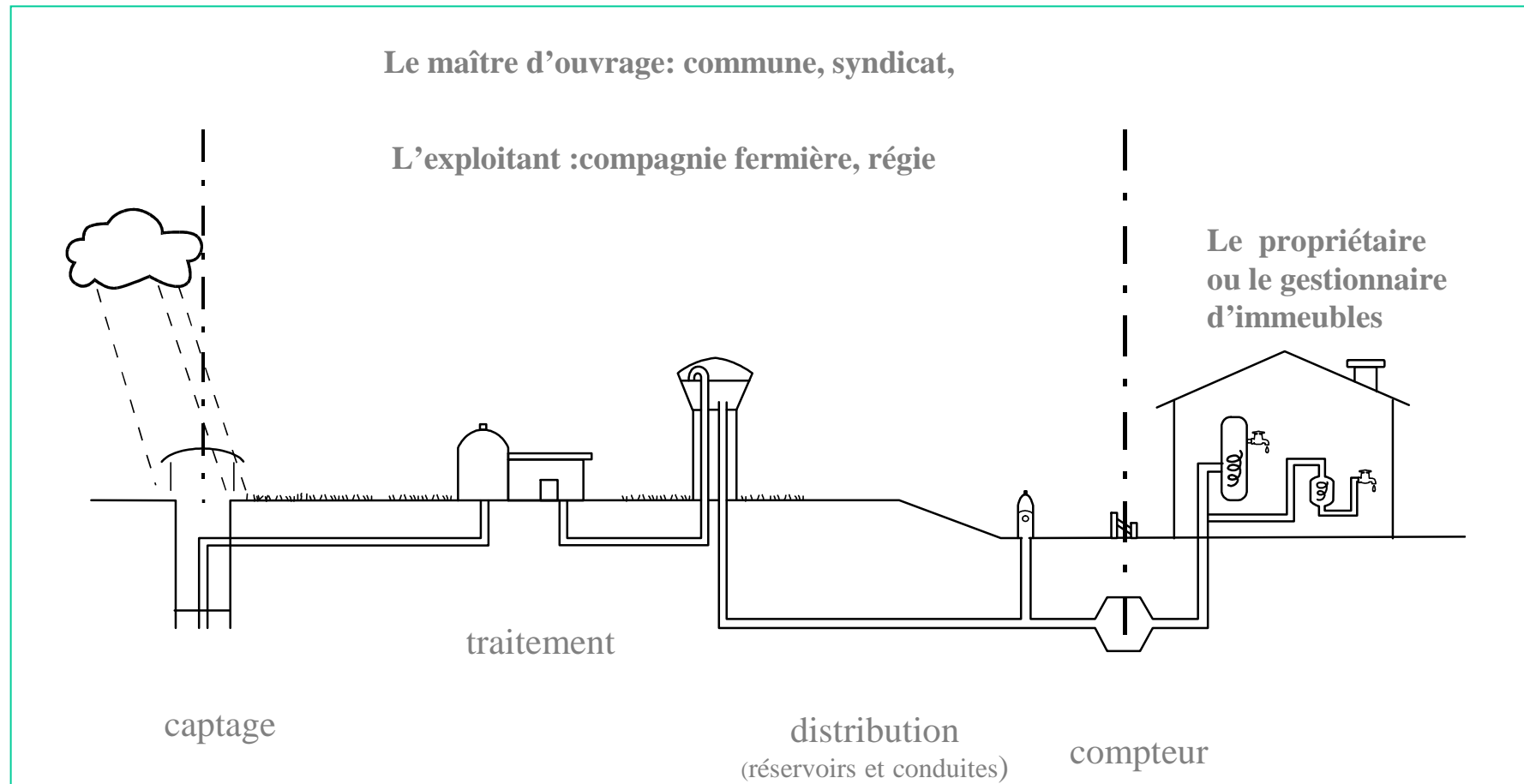




# Les eaux de surface



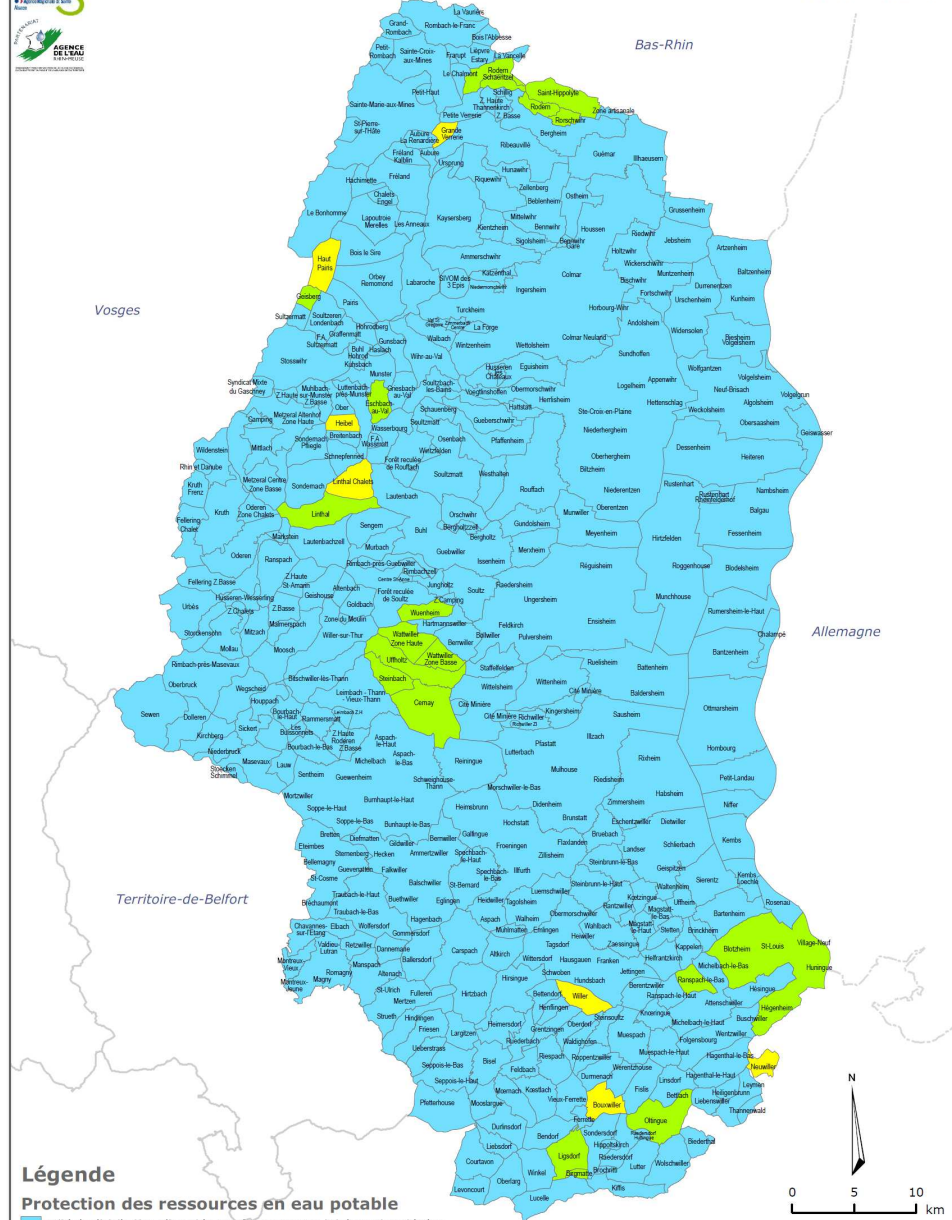
## — Le réseau d'eau potable:



# QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE EN 2012

## Protection des captages d'eau potable

Edition du 22 avril 2013





- De la protection de l'ouvrage  
à la préservation de la ressource

## **Un seul objectif, de multiples outils**

**les périmètres de protection**

**la politique d'aménagement**

**les travaux de protection**

**les mesures agro-environnementales**

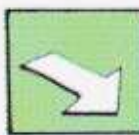
**les zones vulnérables**

**les aires d'alimentation des captages**



**PERIMETRE DE PROTECTION  
IMMEDIATE**

Surface acquise et clôturée  
Quelques ares



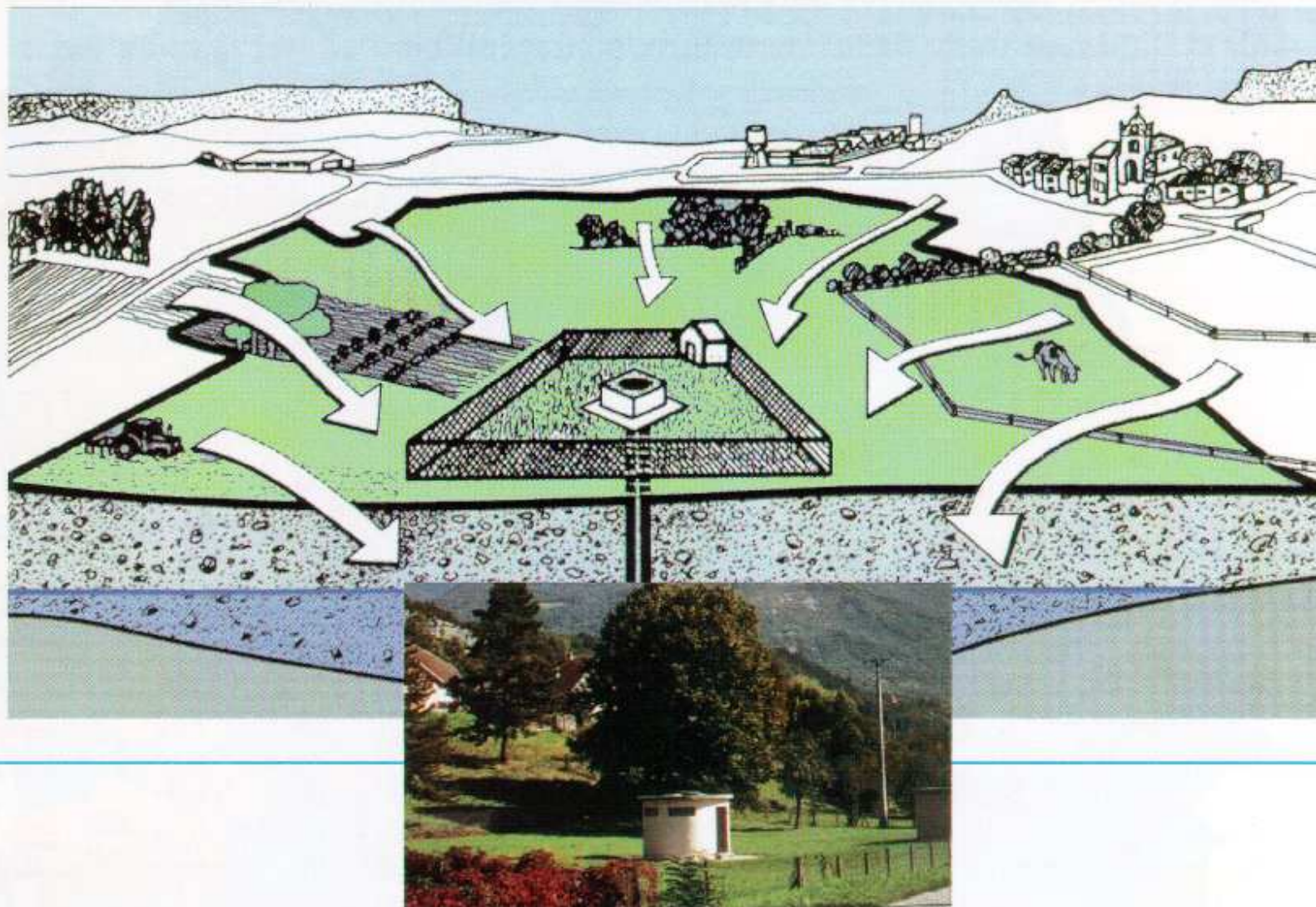
**PERIMETRE DE PROTECTION  
RAPPROCHEE**

Zone d'appel du captage  
Plusieurs hectares.



**PERIMETRE DE PROTECTION  
ÉLOIGNÉE**

Zone d'alimentation du captage





# Les Aires d'Alimentation de Captage

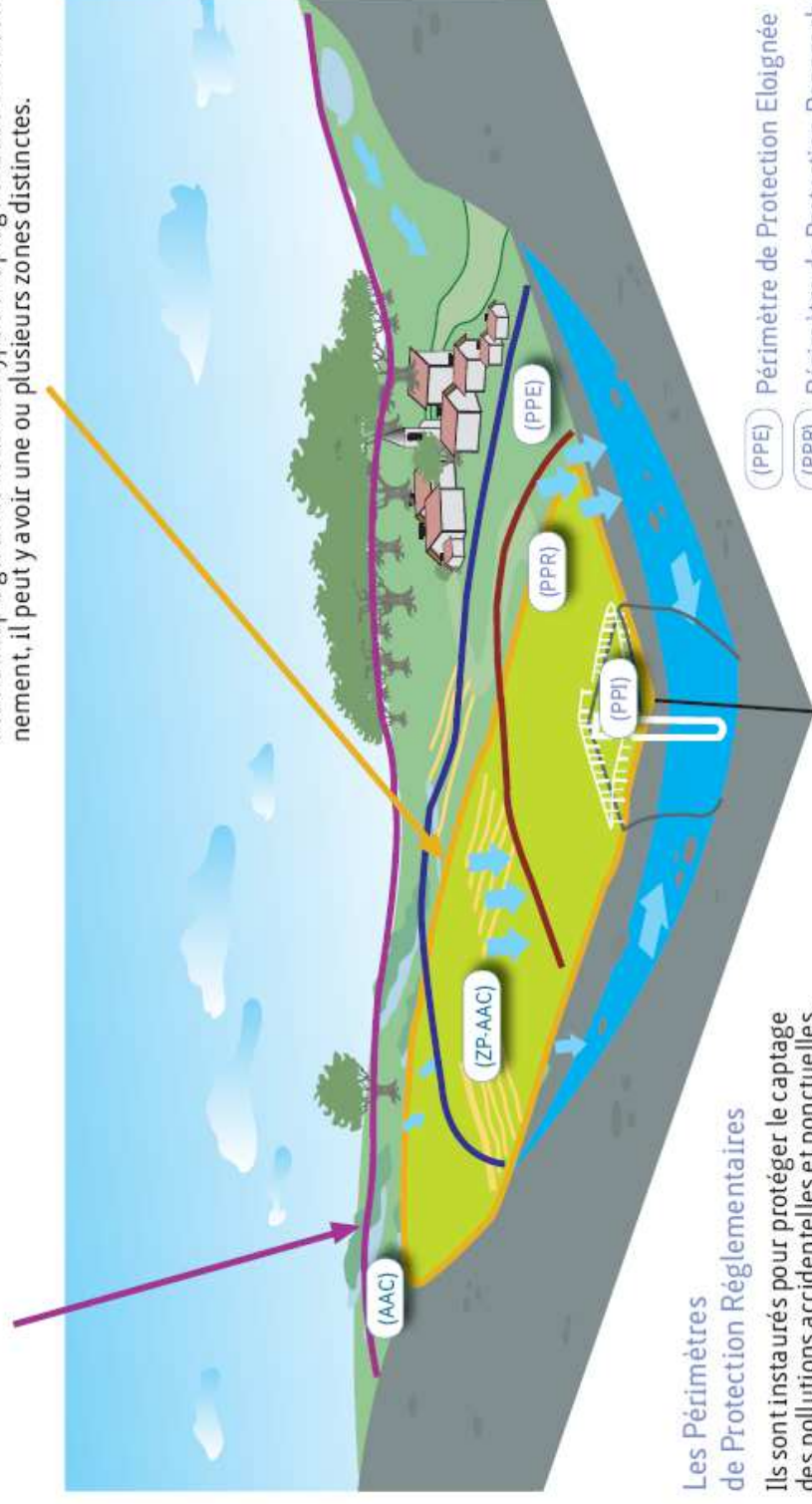
## Echelle d'actions efficaces pour lutter contre les pollutions diffuses

**(AAC)** Aire d'Alimentation de Captage

correspond à la surface totale sur laquelle une goutte d'eau tombée au sol rejoindra le captage.

**(ZP-AAC)** Zone de Protection de l'AAC

ensemble des secteurs de l'Aire d'Alimentation de Captage les plus vulnérables vis-à-vis des pollutions diffuses. Elle correspond à une échelle d'intervention réaliste pour améliorer la qualité de l'eau au captage. En fonction du type de captage et de son environnement, il peut y avoir une ou plusieurs zones distinctes.



Les Périmètres

de Protection Réglementaires

Ils sont instaurés pour protéger le captage des pollutions accidentelles et ponctuelles. Leur rôle n'est pas de régler le problème des pollutions diffuses car les surfaces concernées ne le permettent pas.

- (PPE)** Périmètre de Protection Eloignée
- (PPR)** Périmètre de Protection Rapprochée
- (PPI)** Périmètre de Protection Immédiate

# — PERIMETRE DE PROTECTION

## Récapitulatif de la procédure de DUP

— Dossier d'enquête publique :

— Délibération

# — PERIMETRE DE PROTECTION

## Délibération

— Le Conseil Municipal/Syndical\*,

— Après en avoir délibéré,

— sollicite la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux, en application de l'article L. 215-13 du Code l'Environnement, et d'instauration des périmètres de protection, prévus par l'article L 1321.2 du Code de la Santé Publique, autour du/des captages d'eau alimentant le réseau de (nom de la commune),

— sollicite l'autorisation d'utiliser l'eau captée en vue de la consommation humaine en application des articles R. 1324-6 et suivants du Code de la Santé Publique,

— sollicite l'autorisation ou le récépissé de déclaration\* de prélèvement de l'eau au titre des articles L. 214-1 et suivants du Code de l'Environnement et de ses décrets d'application 93-742 et 93-743 modifiés du 29 mars 1993,

— prend l'engagement :

— d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation, d'acquérir en pleine propriété, par voie d'expropriation, à défaut d'accord amiable, les terrains nécessaires à la réalisation du périmètre de protection immédiate, de conduire à terme la procédure instaurant les périmètres de protection des captages jusqu'à l'information des propriétaires concernés par les éventuelles servitudes et à la mise à jour des documents d'urbanisme existants.

# — PERIMETRE DE PROTECTION

## Récapitulatif de la procédure de DUP

### — Dossier d'enquête publique :

#### — Etude préalable

— Cette étude définit les caractéristiques géologiques et hydrogéologiques, la vulnérabilité, l'évaluation des risques, l'incidence du captage, les mesures compensatoires éventuelles, et elle fait le bilan des analyses d'eau (ADUSO ou celles du bilan qualitatif).

# — PERIMETRE DE PROTECTION

## Récapitulatif de la procédure de DUP

- **Dossier d'enquête publique :**
- **Analyses d'eau**
- En fonction des données existantes, réalisation d'une analyse d'eau type ADUSO (déterminée par l'ARS).
  
- **Avis de l'Hydrogéologue agréé**
- Dès qu'il est nommé, l'hydrogéologue agréé est chargé de donner un avis (disponibilité en eau, mesures de protection à mettre en place; définition des périmètres)

# PERIMETRE DE PROTECTION

## Récapitulatif de la procédure de DUP

### L'hydrogéologue agréé : un expert indépendant

- Agrément des hydrogéologues
- L'agrément est délivré par le DGARS
- Le DGARS se prononce sur les demandes d'agrément, après avis de la DREAL, de la DRAAF, de l'éducation nationale, des représentants des organisations professionnelles des hydrogéologues et des collectivités territoriales.
- → ARRÊTÉ ARS n° 201111131 du 10 novembre 2011 portant établissement de la liste des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique pour les départements de la région Alsace



# PERIMETRE DE PROTECTION

## Récapitulatif de la procédure de DUP

### L'hydrogéologue agréé : un expert indépendant

- Rôle : Emettre des avis dans le cadre des procédures définies par les réglementations en vigueur (DUP, cimetières) concernant la protection des eaux utilisées pour la production d'eaux destinées à la consommation humaine, y compris des eaux minérales naturelles.
- L'hydrogéologue agréé est choisi par le directeur général de l'agence régionale de santé > lettre de mission

# PERIMETRE DE PROTECTION

## Récapitulatif de la procédure de DUP

### L'hydrogéologue agréé : un expert indépendant

- Eaux destinées à la consommation humaine
- demande d'autorisation d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine (article R. 1321-6 du CSP) avec définition des PP pour les captages publics et des mesures de protection
- demande de modification d'une autorisation (article R.1321-11)
- demande d'autorisation temporaire d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine, à titre exceptionnel (article R.1321-9)

# PERIMETRE DE PROTECTION

## L'hydrogéologue agréé : un expert indépendant

Le Préfet peut également demander l'avis des hydrogéologues agréés pour toute affaire susceptible de mettre en cause la qualité des eaux souterraines. La complexité de certains dossiers justifiera cette consultation.

### Autres missions

- rejets des effluents traités des stations d'épuration infiltrés dans le sol : avis sur l'étude hydrogéologique (article 10 de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectifs recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5)
- inhumation en terrain privé (art. R. 2213-32 du cgcterritoriales).

# PERIMETRE DE PROTECTION

## L'hydrogéologue agréé : un expert indépendant

### DOSSIER XXX

Le commissaire enquêteur émet un

- o *avis favorable de principe sur la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection de la source \_\_\_\_\_ , sur la dérivation des eaux souterraines et sur l'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine par la commune de \_\_\_\_\_,*
- *sous réserve de contre expertise sur la délimitation des zones de protection et sur les mesures corrélatives pour la préservation de la qualité des eaux souterraines dans un contexte de pacage.*
- *sous réserve des mises en conformité techniques (déjà évoquées dans le projet d'arrêté préfectoral).*

En conséquence, le 1er \_\_\_\_bre 2010, l'Agence Régionale de Santé a proposé au Sous-Préfet de \_\_\_\_\_ que Monsieur \_\_\_\_\_ établisse, en tant que coordonnateur des hydrogéologues agréés, la contre expertise demandée, ce que le Sous-préfet a accepté le 17 \_\_\_\_bre 2010.

# PERIMETRE DE PROTECTION

## L'hydrogéologue agréé : un expert indépendant

### DOSSIER XXX

Le coordonnateur conclut :

« C'est une procédure inédite qui a été utilisée ici, faisant suite à la formulation, sans doute inédite également, du Commissaire Enquêteur qui donne, dans son rapport final, un avis favorable « sous réserve de contre expertise sur la délimitation des zones de protection et sur les mesures corrélatives pour la préservation de la qualité des eaux souterraines dans un contexte de pacage ».

En tant que Coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés, j'ai été pressenti pour réaliser cette "contre-expertise".

Il s'avère que, si des imprécisions sont fréquentes dans l'enchaînement des faits,

- imprécision de l'hydrogéologue agréé qui donne une recommandation sur l'abri forestier qu'il place hors périmètre de protection,
- méconnaissance du Commissaire Enquêteur qui reproche à l'hydrogéologue agréé (qu'il pense désigné par le Maître d'Ouvrage) de ne pas tenir compte des périmètres antérieurs,

# PERIMETRE DE PROTECTION

## L'hydrogéologue agréé : un expert indépendant

### DOSSIER XXX

Le coordonateur conclut :

- « - imprécision du Commissaire Enquêteur qui se réfère tantôt au tracé des périmètres par l'hydrogéologue agréé, tantôt au tracé redéfini par l'ARS (et seul soumis à enquête publique),
- malentendu sur l'emplacement de l'abreuvoir cité par l'hydrogéologue agréé,
- imprécision de la Communauté de Communes dans certaines de ses réponses, en particulier au sujet du chemin d'accès à la pâture,

# PERIMETRE DE PROTECTION

## Récapitulatif de la procédure de DUP

### L'hydrogéologue agréé : un expert indépendant

#### DOSSIER XXX

Le coordonateur conclut :

il y a néanmoins nécessité :

- d'interdire le chemin d'accès à la pâture passant au-dessus de la source, quoi qu'en soient les conséquences sur le chemin situé à l'aval (qu'il est loisible de dédoubler...),
- d'accepter le périmètre de protection immédiate tel qu'il est proposé,
- refaire une clôture nouvelle clôturant ce périmètre, avec quelques adaptations possibles au niveau du ruisseau,
- de respecter les prescriptions de pâture et de fumure telles qu'elles sont proposées, ce qui ne pénalisera pas Mr \_\_\_\_\_, la zone interdite de lisier sur la parcelle 14/86 n'étant pas accessible à l'arroseur de lisier tel qu'il est implanté (à moins qu'il n'en existe d'autres que nous n'ayons pas vus...). »

# — PERIMETRE DE PROTECTION

## Récapitulatif de la procédure de DUP

- **Dossier d'enquête publique, suite :**
- Ce dossier comprend les pièces :
- Le plan de situation (à fournir par la collectivité) : indiquera la situation des captages et les limites des périmètres de protection
- Le plan parcellaire (à fournir par la collectivité) : aura une échelle permettant de lire les numéros des parcelles, indiquera les captages et leur numéro BSS, indiquera les limites des périmètres de protection, indiquera les limites des communes, les limites de section et des parcelles.



# — PERIMETRE DE PROTECTION

## Récapitulatif de la procédure de DUP

- **Dossier d'enquête publique :**
- L'état parcellaire (à fournir par la collectivité) des périmètres de protection immédiate et rapprochée et/ou éloigné en précisant les coordonnées des propriétaires (nom, prénom, adresse) avec les superficies des parcelles
- L'appréciation sommaire des dépenses
- La notice explicative
- Le projet d'arrêté préfectoral (rédigé par l'ARS)

# — PERIMETRE DE PROTECTION

## Récapitulatif de la procédure de DUP

— Nota :

— un décret récent n° 2007-1581 du 7 novembre 2007 stipule que « L'enquête parcellaire n'est plus nécessaire que si le périmètre de protection immédiate comporte une expropriation ». Ainsi, il n'est pas obligatoire de prévenir les propriétaires concernés par les protections rapprochées et éloignées. Une bonne habitude prise dans le département est toutefois d'informer tous les propriétaires concernés par les périmètres de protection « immédiate et rapprochée ».

# — PERIMETRE DE PROTECTION

## Récapitulatif de la procédure de DUP

### — Consultation inter-services :

- L'ARS consulte différents services (collectivité, Direction Départemental des Territoires, Direction Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement social, SNCF, ONF, CRPF, Chambre d'Agriculture, ONEMA, Agence de l'Eau, Conseil Général, afin d'obtenir leurs avis/remarques. La consultation dure 1 mois.

### — Constitution des dossiers d'enquête publique :

- L'ARS transmet le dossier à la Préfecture.
- Qui demande la nomination d'un commissaire enquêteur.

# — PERIMETRE DE PROTECTION

## Récapitulatif de la procédure de DUP

- **Nomination du Commissaire Enquêteur :**
- La Préfecture saisit le Tribunal Administratif.
- Dès sa nomination, le commissaire enquêteur prend contact avec la collectivité afin de déterminer les horaires des permanences (3 fois 2h de permanences au minimum dans le mois).
- Ses honoraires, à la charge de la collectivité, varient en fonction du nombre de permanences, des vacations, des frais de déplacement, de frais divers
- Le CE peut émettre un avis défavorable ou favorable avec ou sans réserves et/ou recommandations.

# — PERIMETRE DE PROTECTION

## Récapitulatif de la procédure de DUP

- **Enquête publique :**
- Envoyer (avant le début de l'enquête par la collectivité) un **courrier d'information, en recommandé avec accusé de réception**, aux propriétaires des parcelles comprises dans le périmètres de protection rapprochée des captages
- **Publicité dans 2 journaux locaux** 8 jours avant le début de l'enquête (réalisé par la Préfecture)
- **Publicité dans 2 journaux locaux** pendant les 8 premiers jours de l'enquête (réalisé par la Préfecture)
- **Affichage** de l'avis d'enquête publique en mairie
- Durée de l'enquête : **1 mois**
- A la fin de l'enquête, **le commissaire enquêteur rend son avis** (défavorable ou favorable avec réserves ou favorable)
- **Délibération de la collectivité** pour approuver le rapport du commissaire enquêteur

# — PERIMETRE DE PROTECTION

## Récapitulatif de la procédure de DUP

### — CODERST

- Présentation du dossier au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (ARS).
- Le dossier sera présenté dans un délai d'un an maximum après le rendu du rapport du Commissaire Enquêteur.

# — PERIMETRE DE PROTECTION

## Récapitulatif de la procédure de DUP

- **Arrêté**
- Signature de l'arrêté préfectoral par M. le Préfet
- Notification de l'arrêté préfectoral aux propriétaires, par lettre recommandée avec accusé de réception
- Affichage de l'arrêté préfectoral en mairie pendant 2 mois
- Publicité dans 2 journaux locaux (à réaliser par la Collectivité)
- Annexer l'arrêté dans le POS/PLU
- Etablir un procès-verbal concernant la réalisation de ces actes et le transmettre dans un délai de 6 mois après la signature de l'arrêté à l'ARS



# — PERIMETRE DE PROTECTION

## Récapitulatif de la procédure de DUP

### — Subvention

- ♦ Demander le solde de subvention de la 2ème phase dite administrative
- ♦ travaux de mise en conformité prescrits par l'arrêté et faire la demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau et du Conseil Général

### — Travaux de mise en conformité

- ♦ Réalisation des travaux de mise en conformité (dès l'accord de l'Agence et du Conseil Général)

— Inspection par l'ARS dans un délai de deux ans après signature de l'Arrêté

# — PERIMETRE DE PROTECTION

## Récapitulatif de la procédure de DUP

